

3 jours de carence : c'est NON ! Abandon de la mesure !

Dans le cadre du budget 2025 et des 60 milliards d'économies à réaliser sur le dos des salariés et de la Fonction publique, le ministre Kasbarian prévoit d'allonger de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et de réduire de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. La FNEC FP-FO revendique **l'abrogation du jour de carence** et donc l'abandon du projet Kasbarian.

Vous trouverez ci-dessous les situations de plusieurs collègues placés en congé maladie ordinaire avec les impacts des mesures gouvernementales sur leur rémunération.

Des baisses de rémunération de -10% à -15% !

C'est ce que le ministre appelle « responsabiliser les fonctionnaires » !

Le traitement

La **multiplication des indemnités** et des primes **entérine le gel** de la valeur du point d'indice et ne constitue pas une revalorisation salariale. Une indemnité peut disparaître aussi facilement qu'elle a été créée.

Les indemnités sont soumises à cotisations salariales mais ne sont pas soumises à cotisations patronales, ce sont autant de recettes en moins pour la sécurité sociale.

En cas de congé maladie, seul le **traitement brut est maintenu**.

Prenons l'exemple d'un certifié à l'échelon 3, enseignant en REP+ à Roubaix, PP de 5^{ème} avec une HSA à son service. Ce professeur perçoit l'indemnité de résidence, l'indemnité compensatrice de la CSG, la prime d'attractivité, la prime REP+, l'ISOE part fixe et modulable et une HSA.

Cas du nouveau budget de la sécu : 3 jours de carence et 90% du traitement brut

| Salaires | Pas d'absences | Maladie 3 jours | Maladie 7 jours | Maladie un mois |
|---------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Traitement Brut | 2230,02 | 2007,02 | 1977,28 | 1806,32 |
| Régime indemnitaire | 1301,77 | 1179,29 | 1018,96 | 97,06 |
| Brut total | 3531,79 | 3186,31 | 2996,25 | 1903,37 |
| Traitement net | 2861,38 | 2579,09 | 2417,64 | 1489,32 |

FO MANON
 AESH
 à l'échelon 4 touche 1176 euros brut



CETTE AESH EST EN CMO
 DU LUNDI AU VENDREDI SOIR

ACTUELLEMENT
(1 JOUR DE CARENCE) elle perd 39,20 €

LES MESURES KASBARIAN
 PRÉVOIENT DE
 RETIRER 3 JOURS DE CARENCE & D'INDEMNISER LE 4ÈME ET LE 5ÈME JOUR À HAUTEUR DE 90%
 soit - 117,60 €

Ainsi, cette AESH perdrait au total
125,44 € brut

Si cette AESH est en CMO pendant 15 jours, avec les mesures Kasbarian, les 3 jours de carence lui seraient retirés et elle serait rémunérée du 4ème jour au 15ème jour à hauteur de 90%.

Ainsi, elle perdrait au total 164,64 euros brut !

FO LAURENT
 ENSEIGNANT CONTRACTUEL
 perçoit 2146,30 euros brut



CET ENSEIGNANT CONTRACTUEL EST EN CMO
 DU LUNDI AU VENDREDI SOIR

ACTUELLEMENT
(1 JOUR DE CARENCE) elle perd 71,54 €

LES MESURES KASBARIAN
 PRÉVOIENT DE
 RETIRER 3 JOURS DE CARENCE & D'INDEMNISER LE 4ÈME ET LE 5ÈME JOUR À HAUTEUR DE 90%
 soit -214,62€

Ainsi, cet Enseignant contractuel perdrait au total
228,94 € brut

Si cet enseignant contractuel est en CMO pendant 15 jours, avec les mesures Kasbarian, les 3 jours de carence lui seraient retirés et elle serait rémunérée du 4ème jour au 15ème jour à hauteur de 90%.

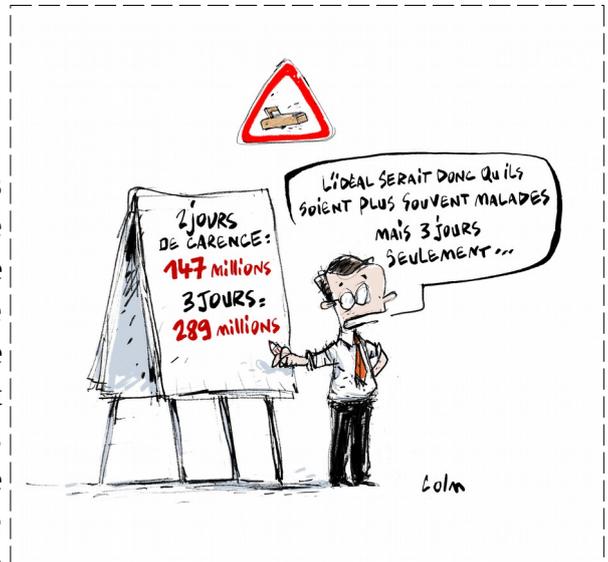
Ainsi, il perdrait au total 300,47 euros brut !

**Budget austéritaire, casse du Statut, jours de carence, contre-réformes...
Le gouvernement veut passer en force ! Nous ne laisserons pas faire !**

Le gouvernement veut dérouler sa politique austéritaire et maintenir les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales au patronat. En difficulté pour faire passer son budget de 60 milliards d'euros de coupes, il brandit la menace d'un 49-3. La ministre Genetet confirme quant à elle les suppressions de 4000 postes d'enseignants à la rentrée 2025. Elle veut poursuivre et aggraver les contre-réformes, notamment le « Choc des savoirs ». Toutes ces mesures suscitent déjà la colère des personnels.

Mais ce n'est pas tout !

Il faudrait réaliser ces économies sur le dos des salariés et des services publics, en allongeant de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et en réduisant de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. Ajoutons à cela une possible deuxième « journée de solidarité » c'est-à-dire une nouvelle journée de travail gratuit ainsi que de nouvelles attaques contre le Statut des Fonctionnaires. En effet, le ministre de la Fonction publique a annoncé que les mesures de l'ex- ministre Guerini ne devaient pas « être mises à la poubelle ». Il se déclare favorable à la rémunération au mérite, à la suppression des catégories A B et C, et au licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle...



Ça suffit ! La coupe est pleine !

Assez de la paupérisation des agents publics alors qu'ils subissent le gel du point d'indice et la perte de pouvoir d'achat depuis des années ! Assez de stigmatisation alors que les personnels subissent la dégradation des conditions de travail avec les classes surchargées, l'école inclusive systématique et forcée, le recul de l'âge de départ à la retraite avec la réforme Macron-Borne !

Suite à l'alerte sociale déposée par l'intersyndicale, la question de la grève unitaire est posée

Les fédérations de l'Éducation nationale ont exigé en commun face à la ministre Genetet :

- Abrogation de la réforme des retraites
- Annulation des 4000 suppressions de postes et création des postes nécessaires
- Abandon du « Choc des savoirs » et du Pacte
- Revalorisation des salaires sans contrepartie
- Un statut pour les AESH et les AED

Le 7 novembre, les fédérations de fonctionnaires FO et CGT ont claqué la porte de la réunion avec le ministre Kasbarian en indiquant qu'elles appelleront à la grève.

Les cheminots lancent une grève d'avertissement le 21 novembre et menacent de bloquer si le gouvernement refuse de répondre à leurs revendications.

La FNEC FP-FO propose l'action commune aux autres fédérations de l'Éducation nationale : l'action pour gagner, pas les journées d'action, la vraie grève, et le « tous ensemble » !

La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir partout sur leurs lieux de travail, dans les réunions syndicales pour débattre de ces questions, de la manière la plus efficace de faire reculer le gouvernement.